

## ÉLARGISSEMENT DE L'UNION EUROPÉENNE CRÉDIBILITÉ ET RESPECT DES NORMES

Le groupe socialiste au Parlement européen est partisan de la politique d'élargissement car il est fermement convaincu que l'élargissement est un enrichissement tant pour les anciens membres que pour les nouveaux. Des conditions strictes mais équitables devraient s'appliquer à tous ceux qui frappent à la porte de l'UE. Le respect des critères de Copenhague est crucial. Il ne suffit pas que les pays candidats adoptent les législations: ils doivent également mettre en œuvre les normes européennes. L'élargissement ne doit pas mener à un nivellement par le bas dans le domaine social ou réduire l'UE à une zone de libre-échange. L'UE doit dès lors renforcer sa capacité à intégrer de nouveaux États membres avant de prochains élargissements. Mais l'UE doit aussi rester fidèle à ses propres engagements, notamment vis-à-vis des Balkans occidentaux et de la Turquie.

### Les domaines où nous avons joué un rôle moteur

**Balkans occidentaux:** Le groupe socialiste est fermement convaincu que les Balkans occidentaux sont particulièrement importants: la politique extérieure de l'UE s'est mise en place à la suite des conflits qui ont ravagé cette partie de l'Europe et c'est dans cette région qu'il est possible de démontrer **le pouvoir normatif de l'UE à transformer les pays proches**. C'est dans les Balkans occidentaux que l'ambition européenne de jouer un véritable rôle sur la scène internationale est remise en cause de manière permanente. Le groupe socialiste a dès lors constamment cherché, au cours de la législature 2004-2009, à ce que **la perspective d'adhésion à l'UE des pays des Balkans occidentaux reste une priorité sur l'ordre du jour européen, malgré la lassitude ressentie dans les États membres en matière d'élargissement et malgré les difficultés rencontrées au niveau des réformes institutionnelles de l'UE**. Hannes Swoboda, membre du groupe socialiste et rapporteur du PE pour la Croatie, a joué un rôle clé pour maintenir l'objectif de conclure en 2009 les négociations d'adhésion avec **la Croatie afin qu'elle serve d'exemple pour les autres pays des Balkans orientaux en leur montrant comment il était possible de concrétiser une perspective européenne**.

**Turquie:** Le groupe socialiste est convaincu que **l'objectif des négociations d'adhésion avec la Turquie est la pleine adhésion à l'UE**. Il a toujours réussi à empêcher les tentatives des conservateurs et de l'aile droite du PE d'introduire dans les rapports annuels du PE sur la Turquie la notion de "partenariat privilégié" comme alternative à l'adhésion de la Turquie à l'UE. Le groupe socialiste veut que la **Turquie** se modernise, se démocratise et se stabilise parce qu'elle revêt une importance stratégique comme **pôle de stabilité et comme référence de démocratie pour le reste du monde musulman**.

Tout élargissement de l'UE doit recevoir l'approbation de tous les membres. Le dernier sondage de l'eurobaromètre sur l'élargissement a montré que 69 pour cent des Allemands, 54 pour cent des Français et un record de 81 pour cent des Autrichiens étaient opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union. C'est pourquoi notre groupe demande avec insistance que **les gouvernements de l'UE redoublent d'efforts pour montrer au citoyens les avantages de l'élargissement**.

### La division dans l'autre camp

#### Rapport 2007 sur les progrès accomplis par la Turquie, 21 mai 2008

L'appel nominal sur le vote final a été demandé par le groupe de droite IND/DEM afin de mettre dans l'embarras le courant principal des conservateurs (PPE-DE) auprès desquels le rapporteur Ria Oomen-Ruijten (droite néerlandaise modérée) avait insisté pour qu'ils adoptent une attitude positive sur les négociations d'adhésion de la Turquie. Une large majorité du Parlement européen, y compris la majorité des membres du groupe PPE-DE, a voté en faveur de la résolution, mais l'appel nominal montre que certains des principaux députés du PPE-DE n'ont pas suivi la ligne officielle de leur groupe, notamment les conservateurs français de l'UMP: ils ont voté contre ou se sont abstenus. Il faut également noter que, durant la présidence française de l'UE, au cours du deuxième semestre de 2008, aucun des chapitres impliquant l'adhésion de la Turquie à l'UE n'a été ouvert dans les négociations d'adhésion. Autre élément important révélé par l'appel nominal: le groupe GUE s'est abstenu. Ils ont motivé leur attitude par le rejet de leurs amendements favorables à la cause kurde.

	Pour	%	Contre	%	Abstention:	%
PPE-DE	<b>168</b>	<b>82</b>	<b>19</b>	<b>9</b>	<b>18</b>	<b>9</b>
<b>PSE</b>	<b>161</b>	<b>96</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>2</b>
ADLE	82	97	1	1	2	2
V/ALE	34	94	1	3	1	3
GUE	1	3	1	3	29	94

**PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DU DÉBAT**

Certains États membres sont ouvertement hostiles à l'adhésion de la Turquie et proposent d'autres solutions, telles que l'Union méditerranéenne du Président français Sarkozy, qui a été au départ conçue comme un scénario évitant l'adhésion de la Turquie. De même, un éminent député PPE-DE, Elmar BROK, a demandé un "nouvel instrument" qui, sur le modèle de l'Espace économique européen, offrirait à la Turquie mais aussi aux Balkans occidentaux à l'exception de la Croatie, une alternative à l'adhésion à l'UE.

Au cours du **débat sur le document de stratégie de 2007 de la Commission concernant l'élargissement, lors de la séance plénière** du 9 juillet 2008 à Strasbourg, Elmar Brok a déclaré: "... nous devons nous doter de nouveaux instruments à mi-chemin entre l'adhésion et la politique de voisinage afin que la perspective européenne ne demeure pas un simple espoir mais qu'elle s'accompagne d'avancées concrètes dans des domaines tels que le libre-échange ou le système Schengen. Nous avons besoin d'outils inspirés de l'Espace économique européen favorisant les échanges avec les pays de l'AELE... En d'autres termes, nous avons la possibilité de nouer des relations étroites avant de décider au cas par cas si les deux parties souhaitent poursuivre cette coopération de manière permanente ou si elles souhaitent en faire une phase de transition sur la voie de l'adhésion. Par conséquent, même dans la région des Balkans occidentaux – hormis pour la Croatie, où cette étape serait contraire à la logique –, les pays pour lesquels le processus d'adhésion prendrait plus de temps pourraient s'ils le souhaitent tirer profit de cette phase de transition en la considérant comme un instrument..."

Jan Marinus Wiersma (PSE) lui a répondu: "... comme l'a dit le commissaire, nous tiendrons les promesses formulées à la Turquie et aux pays des Balkans occidentaux dans le cadre de la discussion sur la stratégie d'élargissement. Il n'est donc pas question de changer notre stratégie concernant ces pays. Cela n'empêche toutefois pas d'accorder plus d'attention à la manière dont les critères d'adhésion sont appréhendés et appliqués au cours du processus de négociation..."

**LA DIVISION GAUCHE-DROITE**

Le refus ou les réticences face aux négociations d'adhésion de la Turquie reposent essentiellement sur l'idée que la Turquie, grand pays musulman, n'a pas sa place dans l'UE parce que, selon la droite européenne, ce grand pays musulman ne partage pas nos "valeurs européennes". Le groupe socialiste refuse de voir l'UE comme un "club chrétien" exclusif et considère que les négociations d'adhésion de la Turquie sont une opportunité pour insuffler plus de tolérance et de compréhension dans le monde musulman.

**Le débat en séance plénière au sujet du rapport 2007 sur les progrès accomplis par la Turquie, le 21 mai 2008 à Strasbourg, montre bien la division entre la gauche et la droite:**

Jacques Toubon (EPP-DE) – "... Arrêtons de nous illusionner, arrêtons de dire aux Turcs tout et son contraire, et de leur faire croire que nous sommes prêts soit à accepter leur adhésion sans réaliser vraiment les critères de Copenhague, soit à la refuser à cause d'eux, alors qu'il s'agit fondamentalement de nous, de ce que nous nous voulons que devienne le projet européen. Et définissons une structure durable de partenariat qui, dans un esprit gagnant-gagnant, permette à la Turquie d'assumer son rôle de puissance régionale et à l'Union européenne de poursuivre la construction de son identité dans le monde..."

Richard Howitt (PSE) - "... À M. Claeys, M. Langen, M. Belder, M. Toubon et aux autres qui tentent délibérément de saper le soutien de la population à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne par le langage et par les menaces utilisés au cours du débat de ce matin: l'opinion publique turque doit comprendre que vous n'êtes pas majoritaires, que vous ne parlez pas au nom de ce Parlement et que vous ne parviendrez pas à bloquer ses perspectives européennes."

**Nos prochains objectifs politiques**

- **Le groupe socialiste demande l'ouverture de nouveaux chapitres dans les négociations d'adhésion de la Turquie, particulièrement le chapitre de l'énergie.** Le soutien de la Turquie au projet de gazoduc Nabucco revêt pour l'UE un intérêt particulier car ce gazoduc est la clé de notre diversification énergétique.
- **La Turquie peut jouer un rôle central de négociateur dans le processus de paix au Proche-Orient.**

Le groupe socialiste poursuivra son initiative d'**Union pour la mer Noire**, lancée en 2008 dans un effort visant à compenser l'accent mis par Sarkozy sur la Méditerranée. **En jouant un rôle actif et constructif avec l'UE et les autres États de la mer Noire, la Turquie pourrait démontrer son importance**, ce qui faciliterait grandement son processus d'adhésion. Le groupe veut aussi **impliquer autant que possible la Russie** dans cette initiative. Certains des problèmes de la région (notamment les conflits gelés et la sécurité de l'approvisionnement énergétique) ne pourront être résolus que si tous les partenaires se mettent autour d'une table avec la Russie